



L'ÉGALITÉ

de Roubaix - Courcoing

ABONNEMENTS

Trois mois	Six mois	Un an
4 fr. 50	8 fr.	15 fr.
5 fr. 50	10 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Désurmont, 12, TOURCOING

Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX.

ANNONCES

ON REÇOIT LES ANNONCES

A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Désurmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

LE PRÉFET DOUX

Tulle, 5 janvier.

Ce qui était prévu est arrivé. Le préfet Doux a été accueilli vendredi soir à son arrivée à la gare de Tulle par une bordée de sifflets et de huées. On fit faire un mauvais parti à son personnel.

Déjà huit cents électeurs réunis à la halle avaient acclamé un ordre du jour par lequel M. Bourgeois a ne pas laisser l'honneur de la ville à un étranger, qui compte au chef-lieu une nombreuse population ouvrière et qui ne demande que la tranquillité.

Le préfet Doux fera-t-il venir dans la Corrèze son escadron de dragons pour le protéger contre les huées des républicains ?

LA VERRERIE OUVRIÈRE

Paris, 5 janvier.

Les citoyens Baudin, Turot, Sérault-Richard, René Viviani et Millierand, arbitres d'arbitrage pour statuer sur l'implantation de la verrerie ouvrière, ont quitté Paris hier soir.

Ils passeront la journée d'aujourd'hui à Albi et celle de demain à Carmaux.

LES AFFAIRES DE TURQUIE

Constantinople 5 janvier.

Les rapports consulaires confirment les massacres d'Orta. Les autorités avouent neuf cents victimes. Il y a eu des scènes de barbarie inouïes. Les coupables sont des cavaliers kurdes et bédoïnes. Les désordres durent encore le 1er janvier.

Dix bataillons de renfort ont été envoyés à Zeitoun, où les forces turques peuvent être évaluées à trente bataillons environ.

Un pachà est parti pour Saint-Jean-d'Acre à destination de Mossoul.

On dit que parmi les cadeaux offerts par le sultan au tsar figurent un collier estimé 80,000 francs et une tabatière avec un diamant apprécié du septième du monde.

Les Turcs eux-mêmes trouvent excessifs ces cadeaux eu égard à la misère générale.

UN VOL AU « PEUPLE »

Bruxelles, 5 janvier.

Des voleurs ont pénétré dans le bureau de l'administration du Peuple. Les papiers ont été volés, notamment le pupitre fracturé. Dans une autre pièce, où se trouvait le coffre-fort, les malfaiteurs ont également perquisitionné.

D'après ce qui a été constaté les voleurs n'ont emporté qu'une cinquantaine de francs, qui se trouvaient dans le pupitre de l'administrateur. Chose étrange, ni la porte de la rue, ni aucune des portes des bureaux n'ont été fracturées. Les voleurs ont dû opérer à l'aide de fausses clés pour ouvrir ces portes, tandis qu'ils ont fracturé les meubles. La police a ouvert une enquête.

LA FIÈVRE TYPHOÏDE A RENNES

Rennes, 5 janvier.

Depuis quelques semaines, la fièvre typhoïde fait des victimes dans notre ville. L'ami vient de s'accroître de ce que sept officiers de l'artillerie, qui avaient été à Saint-Brieuc avec des camarades dans un camp de nos meilleurs restaurants, ont été atteints à leur retour. Deux viennent de mourir : les lieutenants Allotte de la Fuge et Chagnias. On prétend que la glace à renvoyer qui a servi à frapper les carafes de champagne provient des environs du cimetière. Une enquête est ouverte.

RUBAN REFUSÉ

Rodez, 5 janvier.

M. Bonhomme, vice-président du conseil général de l'Aveyron, vient de refuser la croix de chevalier de la Légion d'honneur qui lui était offerte par le préfet.

M. Bonhomme, aujourd'hui plus qu'octogénaire, avait toujours combattu l'attribution de cette distinction honorifique aux civils. Son refus contient une leçon pour le gouvernement qui, de tout temps, a fait de l'Aveyron, encore plus qu'ailleurs, un véritable abus du ruban rouge.

L'AFFAIRE DES PHOSPHATES

Paris, 5 janvier.

M. Lascombes, préfet de Constantine, a le ministre de l'intérieur avait mandé à Paris, comme nous l'avons annoncé, à cet effet par M. Bourgeois, lequel lui a demandé divers renseignements au sujet des différents concessions de phosphates algériens, qui ont fait l'objet du débat soulevé dernièrement devant la Chambre.

Le préfet de Constantine a complété prochainement les explications verbales qu'il a déjà fournies au président du conseil.

UNE CRISE AU CANADA

Ottawa, 5 janvier.

Le ministre de l'Agriculture vient de démissionner. Il est accusé par le ministre des Postes d'avoir envoyé au gouvernement du Canada des lettres anonymes contre le ministre des Postes.

Ce dernier prétend que ces lettres anonymes, au dire des experts, sont entières de la main du ministre de l'Agriculture.

SCANDALEUSE AFFAIRE

Bruxelles, 5 janvier.

Un sieur M... vient d'être arrêté pour avoir proposé à une serveuse de cabaret de tuer un petit enfant, qu'on voudrait arrêter, après l'avoir mêlé à d'infâmes abominations. Le misérable a même remis un bistouri à la serveuse dans ce but.

Le jour où elle est née, après avoir reçu l'humanité.

les premiers avis du monstre, de les lui faire répéter, quand un agent de police, posté dans une pièce voisine, pouvait surprendre la conversation.

M... s'est vanté d'avoir, de complicité avec un cabaretier qu'il a pas désigné, tué de la sorte cinq ou six petits enfants.

Il n'a pas nié devant la justice, après son arrestation, mais il a prétendu avoir eu en vue de faire des études de meurtre. A-t-on affaire à un fou, amené à la folie par la dépravation ? C'est ce que la parquette de Bruxelles étudie en ce moment.

ACHATS POUR NOS MUSÉES

Paris, 5 janvier.

Nous croyons savoir que le conseil des musées nationaux a fait le plus judicieux emploi d'une partie du crédit ouvert en faveur de ces musées par la loi qui leur donna l'autonomie et en possession duquel ils rentrent avec la présente année.

Les achats conclus, en effet, seraient de la plus haute importance et du choix le plus irréprochable ; les principaux seraient un *Saint-Sébastien* de Péruzin, comptant parmi les plus beaux tableaux du maître et provenant de la galerie Sciarra ; de Home, un double *Portrait*, de Lawrence ; un *ivoire de la fin du huitième siècle français*, représentant une *Descente de Croix*, et d'un art merveilleux ; plusieurs objets complétant l'ensemble de trouvailles faites à Bosco-Reale, etc.

LÈSE-MAJESTÉ

Berlin, 5 janvier.

Le *Vorwaerts* enregistre les nouvelles condamnations suivantes pour offenses envers le souverain :

A Chemnitz, le rédacteur-gérant des *Ouvriers de l'industrie textile* à huit mois de prison ; un ouvrier en cigares sortant de la maison de force de Waldheim, pour des injures à l'égard du souverain, prononcées dans cette prison, à neuf mois de prison.

LES ITALIENS EN AFRIQUE

Rome, 5 janvier.

Des nouvelles de Massauah portent que le capitaine Barboni a fait une reconnaissance dans le Hanson, où il a détruit les habitations des rebelles et leur a enlevé leur bétail après une légère escarmouche.

Quelques groupes ennemis ont été dispersés par les avant-postes, près d'Alba. Makalil est toujours en communication avec Adigrat.

BULLETIN DU JOUR

AU TRANSVAAL

« A qui est cette malle ? », dit un personnage dans un vieux vaudeville.

« Est-elle pleine ? » répond son interlocuteur. — Oui. — Alors elle doit être à nous ; et les deux compères s'en emparent.

Voilà, en quelques mots, toute la politique anglaise. Dès qu'une terre, à portée de leurs mains rapaces, leur paraît valoir quelque chose, ils cherchent à la conquérir.

C'est ainsi qu'on vient de la grave conflit avec le Venezuela, à propos de la délimitation de la frontière de la Guyane anglaise et c'est ainsi que s'explique l'abominable agression du Transvaal par des aventuriers britanniques.

Tant qu'on n'avait pas découvert des mines d'or dans ce pays, on pouvait attendre, et M. Cecil Rhodes, lui-même, le grand homme de la colonie du Cap, celui qui rêve de faire flotter le drapeau anglais sans interruption, depuis Cap-Town jusqu'en Égypte, ne parlait pas d'annexer les Boers.

Mais depuis que le Pactole roule ses flots d'or au Transvaal, les oiseaux de proie anglais ne peuvent plus contenir leurs avides ambitions, et les Boers se sont trouvés dans la nécessité de défendre par les armes leur indépendance.

Ces fiers descendants des vieux colons hollandais ont pour eux le bon droit ; et les sympathies des peuples ne leur feront pas défaut. Au vif mouvement d'opinion qui se manifeste dans le monde entier, on peut voir que les vœux de toutes les nations sont pour les habitants du Transvaal.

D'ailleurs, les Boers sont énergiques, bien armés, courageux. Il ne serait pas aisé de les soumettre. L'Angleterre y réfléchirait à deux fois, avant de se lancer, tête baissée, dans une pareille aventure, qui serait une affaire plus grosse que la facile campagne contre les Zoulous. Il ne s'agit pas cette fois de sauvages munis de lances et de sagaies, mais de gens qui sont civilisés.

Aussi, le Cabinet de Londres s'est-il hâté de désavouer l'équipée du docteur Jameson, qui a violé la frontière du Transvaal, à la tête d'une bande armée ; mais on sait ce que valent ces démentis.

Lorsque, jadis, Garibaldi parlait de Gênes pour aller renverser la Dynastie des Bourbons de Naples, Cavour avait le désavantage, quoiqu'il sût parfaitement à quoi s'en tenir et qu'il ne se fut opposé à rien.

Seulement, en cas d'échec, le grand ministre piémontais voulait pouvoir nier toute solidarité. Il tenait à conserver sa face diplomatique, sans à profiter du succès le cas échéant, ce que fit le roi Victor Emmanuel.

Le langage du ministre Salisbury nous laisse donc incrédules. Ce qui nous paraît plus sérieux, c'est la réprobation de l'Europe, c'est le ton des journaux allemands, c'est le danger à courir pour l'Angleterre, en présence des manifestations générales, en présence des manifestations du président des États-Unis, l'Angleterre recule en Amérique. Elle n'ira pas de l'avant dans le sud de l'Afrique.

Tout mieux pour la civilisation et pour l'humanité.

LA LISTE DES CENT-QUATRE LES RESPONSABLES

Oui, la situation actuelle est lamentable. Des individus, sortis on ne sait d'où, imprimant, lancent des listes fantaisistes de chéquards ou d'honnêtes gens, frémissent de voir leurs noms accolés à ceux d'avérés coquins.

Les uns rient, les autres pleurent. Ceux-ci montrent le poing. Ceux-là haussent les épaules.

Dans le public, la colonnie est lancée, fait son chemin. J'ai vu, constaté de près l'émotion éprouvée par la masse grouillante des passants. Le sentiment général fut d'abord celui-ci : « Enfin, nous allons donc être débarrassés de ce cauchemar. Nous allons être fixés, nous allons savoir ! »

Le public fut trompé, une fois de plus. Aujourd'hui encore il ne saura rien. Il ne saura même pas à quel mobile ont obéi les lanceurs de la fameuse liste.

Est-ce pour vendre quelques milliers de journaux et assurer à une feuille qui doit mourir une fin si non honorable, du moins retentissante ?

Est-ce pour fatiguer l'attention — quelques-uns l'affirment — par des nouvelles erronées, de telle sorte que, le jour où les vrais coupables seront désignés, le public lassé, éccœuré, ne se retourne même plus et s'écrie : Assez, assez de listes !

Je suis comme tout le monde, j'ignore. Mais il est une chose que je sais avec certitude.

Je sais quels sont les hommes responsables de ce gâchis moral, et je les montre ici — en attendant une occasion favorable de les montrer ailleurs.

Je sais qui a créé cet état d'nerve, de suspension, je sais qui a fabriqué cette atmosphère artificielle et malsaine où nous nous étions, intoxiqués, affolés à certaines heures.

La Presse, dites-vous. Prenez garde. La Presse commit, comme encore chaque jour ses erreurs et ses excès. Mais rappelez-vous que nul gredin ne fut saisi qu'il n'ait été d'abord par elle signalé et poursuivi.

L'énormité serait trop longue des scandales qu'elle a découverts, des prévarications qu'elle a dénoncées. C'est par elle et par elle seule que les gouvernements qui se succèdent furent contraints d'agir — quand ils agirent — et que la justice fut saisie.

Quel est le ministère, quel est le pouvoir politique qui spontanément ont fait la chasse des coupables si la Presse ne l'y avait obligé la plume dans les reins ?

Qui apprit à la France que de l'épargne engloutie dans le Panama tout un monde interlope avait vécu, s'était engraissé ? Qui, hier encore, devant les décisions si lentes des Pouvoirs publics a signalé les immenses tripotages dont les phosphates de Tebessa furent l'objet ? Qui attirait l'attention du public et de la justice sur la comptabilité véreuse des Chemins de fer du Sud ? La Presse, vous dis-je, la Presse qui bien souvent ennuie ou trouble les honnêtes gens à leur foyer mais qui plus souvent encore mérite ce nom qui l'honore : « terreur des fripons ».

Elle aussi, comme nous tous, les passants, est énermée, inquiète, soupçonneuse ; elle aussi ne peut plus s'y reconnaître dans cette ombre qui plane au-dessus de nous, estompant toute chose. Elle a tort assurément, mais est-elle responsable de cette situation ?

Qui a créé cette ombre ? Qui a mis la lumière sous le boisseau ?

J'ai éprouvé une stupéfaction douloureuse quelques semaines après mon arrivée dans cette Chambre. Les souvenirs récents du Panama hantaient tous les esprits. Chacun affirmait la nécessité d'en finir. Tous les députés, à quelque parti qu'ils

appartiennent, anciens ou nouveaux, émettaient sans se cacher et sans trop baisser la voix les plus sévères jugements sur un certain nombre de premiers rôles, j'allais dire de premiers drôles enfoncés jusqu'au cou dans la fange financière. Pris individuellement cinq cents députés assurément proclamaient leur volonté de faire place nette. « Est-ce le réveil ? » me disais-je, candide et confiant.

Quelques semaines se passèrent. Et l'un de ces parlementaires montrés du doigt par tous, M. Etienne, était nommé vice-président de la Chambre, vice-président, entendez-vous, témoignage d'estime, certificat d'honorabilité, d'intégrité. Cet autre, Rouvier, président de la Commission du Budget. Cet autre, Reinach, quelque chose dans un groupe dit gouvernemental, parlait haut et semblait à certaines heures donner des ordres.

Ce jour là j'ai compris que quelque chose d'infâme se passait ici, et que la maladie continuait son œuvre maudite et que l'heure de la convalescence et du réveil moral n'était pas venue.

Les responsables ? Ce sont ceux qui, dès le premier jour, se sont formés en bataillons serrés autour des suspects pour les défendre, ce sont ceux qui ont été assez bêtes pour s'imaginer qu'avec ce « coup de la prescription » on allait imposer silence aux protestations indignées du public.

Ce sont ceux qui ont organisé l'aventure Norton-Ducrot et ceux aussi qui s'étant servis du méfait n'ont pas voulu en connaître les auteurs. A-t-on su, à-t-on voulu savoir le rôle louche joué à cette heure par les Develle, et les raisons graves qui avaient décidé Monsieur le Ministre Dupuy à subventionner le Ducrot, plusieurs mois après sa condamnation, comme Pelletan un jour le rappela ?

Ils s'indignent aujourd'hui. Sinistres farceurs ! Est-ce que nous n'avons pas conscience, nous tous qui ne connaissons rien à votre sale politique d'affaires véreuses, que pendant de longues années tous les efforts des gouvernements ont tendu vers ce but : protéger les barons de haut vol et leurs clients, fausser la machine judiciaire pour détourner le châtiment de la tête des coupables... Les faits, les faits là se sont accumulés, forment un tas monstrueux qui vous accuse et vous confond.

Le microbe de vénalité et de corruption est depuis longtemps, hélas, venu au monde ; ce n'est pas en terre française qu'il a fait sa première apparition, il est sorti d'autres ames. Mais il a pénétré en la nôtre. Sous les régimes antérieurs que subit la France, et que subissent en ce moment l'Italie et l'Allemagne, il s'est développé, multiplié.

Le devoir, le premier devoir du parti républicain aurait été de le détruire, de le brüler.

Pendant de longues années il semble qu'au contraire des misérables aient fait je ne sais quel infâme bouillon de culture où il put prospérer et s'étendre.

Le bouillon vous étouffe aujourd'hui. A qui la faute ? Allons, allons, un bon vomitif, une bonne purge. Nettoyez, videz, tout cela, ou le bouillon vous tuera.

Mais faites vite. L'heure presse....

L. MIRMAN.
député de Reims.

Consultations judiciaires gratuites.

Sur l'initiative de M^r Pouillet, bâtonnier, le conseil de l'Ordre des avocats a organisé, à Paris, une institution que toute la presse bourgeoise qualifie d'« éminence démocratique ».

Il s'agit de l'établissement d'un bureau de consultations judiciaires gratuites.

Ce bureau a été ouvert hier pour la première fois, au Palais de Justice, et il a fonctionné de quatre heures à six heures du soir.

M. Pouillet, assisté de deux jeunes avocats, a tenu à présider lui-même les premières séances de ces consultations.

Voilà donc une idée émise par le congrès de Lyon, qui entre dans la pratique, et les journaux, qui critiquent sans le connaître, généralement, le programme socialiste, enregistrent cette nouvelle avec faveur « car, disent-ils, l'indigent qui souffrait dans sa santé trouvait gratuitement des soins près des médecins, l'indigent qui souffrait dans ses intérêts trouvait des conseils près des avocats ».

C'est très bien, très bien, et nous applaudissons des deux mains à l'initiative qui a pris le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris.

Mais qu'il nous soit permis de rappeler ici que le 13 octobre 1890, le Conseil Municipal socialiste de Roubaix prenait une décision analogue, décision que M. Vel-Durand annula par une lettre en date du 31 octobre de la même année — qu'il nous soit permis de dire encore que la même délibération reprise le 15 décembre 1893 fut encore déchirée le 27 janvier 1894 par le même M. Vel-Durand.

Comment se fait-il que la mesure votée par le Conseil municipal de Roubaix ait été l'objet de tant de critiques alors que l'initiative prise par M. Pouillet vaut à ce dernier de si unanimes éloges ?

Nous laissons la parole à M. Vel-Durand et nous espérons qu'il se démentira lui-même en n'osant pas s'opposer aujourd'hui à l'institution à Roubaix d'un bureau de consultations judiciaires gratuites — institution qu'il condamna naguère et que le conseil municipal a ordonné pour la troisième fois, il a quelques jours...

Les socialistes roubaixiens ne peuvent que féliciter M. Pouillet de l'œuvre qu'il vient de créer car en même temps qu'il a fait utile leçon, il nous a singulièrement aidé dans nos protestations contre l'arbitraire du pouvoir préfectoral et du pouvoir central, coalisés contre les socialistes.

Merci à M^r Pouillet !

G. S.-E.

PETITE CHRONIQUE

LES PETITES COMÉDIES

Au premier étage, intérieur cosu de riches bourgeois. L'ami de la maison, celui pour lequel on a toujours une tasse de café et un bon verre de cognac de derrière les fagots, se présente des paquets dans les mains et les Madras Accueil empressé et enthousiaste. Madame ne sait comment exprimer sa reconnaissance, monsieur se borne à remercier au moyen de cet exclamation cent fois répétée : « Ce cher Balandard, toujours des folies ! » Quant à mademoiselle, elle a déjà autour de son bras le magnifique bracelet que ce cher Balandard lui a apporté.

Deux minutes après le départ de ce cher Balandard :
MADAME. — Eh bien, tu sais qu'il ne s'est pas fendu, ton ami ?
MONSIEUR. — A qui le dis-tu ?
MADAME. — Et il se figure étrangement que c'est avec des billets comme ceux-là qu'il nous paie son cognac qu'il vient boire chez nous tout le long de l'année !

Deuxième étage, chez la petite dame seule qui reçoit surtout des messieurs.
MADAME, reconduisant son protecteur. — Au revoir, cher ami, et merci mille fois encore. Vous êtes magnifique, et je vais m'endormir en pensant à vous.
Une fois la porte refermée.
MADAME, à sa soubrette. — Julie, demain matin vous porterez ça chez mon bijoutier. Si ça ne vaut pas cinquante louis vous direz à monsieur que je suis allée passer quinze jours chez ma mère quand il se présentera !

Au troisième étage, chez un gros employé. — Réunion de famille, parents et enfants.
MADAME. — On m'a vraiment gâtée, cette année ! Tout ce qu'on m'a offert est délicieux.
BÈBE (à l'un des invités). — Qu'est-ce que ça veut dire : pingre ? Maman a dit tout à l'heure comme ça que c'était toi le plus pingre de tous !

Quatrième étage. — Chez une pauvre vieille femme, toute blanche et toute rotée. Personne ne lui a rendu visite, personne ne lui a apporté le moindre cadeau. Elle va se mettre au lit, toute triste, et un peu va se mettre, lui semble-t-il. A ce moment, un léger bruit ; c'est le concierge qui glisse une lettre sous la porte. L'enveloppe est déchirée, avec quelle impatience fébrile ! « Chère bonne-maman, ton petit-fils ne veut pas que tu sois tout à fait oubliée en ce jour. Tu trouveras sous cette enveloppe un mandat de cinquante francs et les souhaits de celui, etc., etc.

Deux larmes à travers les rides de la vieille, deux larmes, une de reconnaissance, une de regret, car elle accusait déjà l'absence — et c'est la poste qui était en retard !

Et, en bas, dans sa loge, le concierge, redescendu, dit à sa femme :
— Tu sais, je n'ai pas osé frapper chez la vieille ; mais je crois tout de même qu'elle a entendu. Ça va lui faire un rude plaisir !
— Oui. Ce doit être de son petit-fils. Elle attendait ça comme le bon Dieu ! Et ça doit arriver à propos, car depuis plusieurs jours elle se privait de son petit pain au lait du matin.
— Alors ? ce qu'elle t'a donné ?
— Tes simple. Elle était allée au « clou » pas plus tard qu'hier, je l'ai suivie.
Et le concierge alors émet cette phrase délicieuse :
— C'est, brave femme !... ça console au moins de savoir qu'il y a encore des gens qui savent vivre.

JEAN DES VIGNES.

NOUVELLES A LA MAIN

Mot d'actualité.
Quelle différence y a-t-il entre les chéquards et Achille ?
— 111
Aucune. Ne sont-ils pas tous deux vaincus au talon ?

ETUDES SOCIALES

LE CHOMAGE

De toutes les questions qui touchent au grand problème social, celle du chômage paraît la plus difficile, peut-être, à résoudre celle où l'évidence insaisissable des palliatifs se dénonce le mieux et à propos de laquelle tout désir d'agir efficacement nous mène le plus rapidement aux conséquences totales de la doctrine socialiste.

Qu'il y ait une question de chômage, tout d'abord, cela n'est malheureusement pas douteux. On découvre la chose assez possible — certains capitalistes parvenus qui, parce que des circonstances propices les aident, affirment de bonne foi que quoiconque veut du travail en trouve, et que seuls les paresseux sont victimes de prétendus chômages.

Mais les faits sont trop douloureusement fréquents, les misères sont trop criantes et répètent avec une trop triste éloquence, — non seulement aux époques de crise industrielle et aux périodes de perfectionnement des machines, mais tous les jours, mais constamment, — en suite des causes les plus diverses, pour qu'il faille s'arrêter à ces protestations d'égoïstes épaïs.

Cette question du chômage se lie aux principes les plus essentiels de toute organisation humaine. Tout homme a droit à l'existence.

Pour réaliser ce droit, mériter cette existence, il a le devoir de travailler. Le travail est l'obligation suprême et primordiale, source et justification de toute satisfaction des besoins. Mais si c'est un devoir, c'est aussi un droit, en ce sens que quiconque veut travailler, doit pouvoir le faire. Si l'on applaudit la parole lapidaire de Saint-Paul : *Quis non laborat non manducet*, (que celui qui ne travaille pas ne mange pas), il faut aussi que celui qui désire manger ait l'occasion de travailler.

Normalement, celui qui veut travailler, le peut dans l'état de nature ; dans l'état social, pas toujours. En sorte que, à cet égard, la civilisation n'a pas amélioré la sauvagerie primitive.

C'est donc l'organisation sociale qui est la véritable logique de ce droit au travail que peut, vis-à-vis d'elle, revendiquer tout homme qui veut vivre et manger et pour ce, travailler. Depuis longtemps déjà, ces prémisses sont posées et paraissent presque en dehors des discussions ; et longtemps encore, on argumente sans conclusion pratique, tant que l'on recule devant le collectivisme.

Un savant et respectable professeur de l'Université de Genève vient de publier sur le *chômage moderne* un livre intéressant. Ce qui en fait l'attrait pour nous, c'est que M. Thury n'est pas un socialiste ; au contraire, il prend soin de le déclarer en sa préface, et dès lors, il est très curieux de voir conduit par la logique de ses études et la fatalité des faits à confirmer tout ce que disent et écrivent les socialistes.

Quand par exemple, il examine le développement industriel contemporain, il est amené à constater que l'introduction des machines, indépendamment du progrès, a été cependant sous le régime actuel de la concurrence anarchique, une cause de perturbations spécialement funestes aux ouvriers et que ceux-ci, à mesure que se perfectionnent les outillages mécaniques, ne voient en rien alléger leur labeur et voient au contraire, augmenter les chances d'irrégularité et d'incertitude de leur existence.

Quand il étudie l'histoire spéciale d'une industrie, l'électricité aux États-Unis, il signale, avec tous les auteurs socialistes, la concentration capitaliste, « le monopole final d'un petit nombre d'individus qui s'enrichissent excessivement, dominent tout dans l'industrie et asservissent de plus en plus les autres hommes au régime féodal de l'argent ; l'épargne des petits soumet détruit d'un coup, les moyens de travail brusquement enlevés, sans justice, à beaucoup d'hommes laborieux... tous les perfectionnements techniques tendant à diminuer la main-d'œuvre et à augmenter le nombre des travailleurs sans ouvrages... l'habitude prise de procéder qu'à un petit nombre d'hommes, mais qu'ils finissent par consommer comme nécessaires... »

Qu'on en revienne quand il cherche à évoquer la situation de certains villages suisses du Vully fribourgeois, il y a cinquante ans, il en rattache la prospérité, l'absence de misères et de chômages à l'existence de propriétés collectives.

Vraiment ce petit volume est plein d'arguments pour notre propagande. Spécialment quant au chômage, il démontre, un peu sommairement, mais d'une façon suffisante, que toute intervention efficace n'est possible qu'à l'Etat devenant lui-même producteur.

Mais très net en sa partie critique, M. Thury l'est moins lorsqu'il expose sa solution. « L'isolement, dit-il, la concurrence exercée librement sur tout ce qui est accessible ; de là viendra le progrès ; là sera le champ libre dont l'homme a besoin. Réservez un domaine, celui des choses nécessaires à la vie et que de ce domaine la spéculation soit absolument exclue ; car il ne doit pas être permis de spéculer sur la vie de son prochain.

M. Thury voudrait créer pour les chômeurs des *Camps de travail* où se fabriqueraient pour le compte de l'Etat les objets de première nécessité. Il défend assez longuement son système d'être une réédition des ateliers nationaux de 1848 ; et il a évidemment raison sur ce point. « L'idée du professeur genevois part assurément d'un fort bon naturel, mais je doute qu'elle soit pratique. Les objets de première nécessité, le pain par exemple, sont précisément ceux qui sont fabriqués sans arrêt ni pénurie. Le jour où l'Etat établirait des boulangeries nationales, s'il avait avec les chômeurs de la grande industrie, il occuperait ces chômeurs-là, mais pas contre il fera chômer les petits boulangers ; il aura seulement déplacé le mal sans le guérir.